

A l'Elysée, le 25 avril.
JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/ FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

ıe absente

création de nouvelles instances

défense écologique qui réunira le emier ministre, les principaux mi- stres chargés de cette transition que je présiderai de manière ré- lière pour à la fois prendre les oix stratégiques et mettre au eur de toutes nos politiques cette gence climatique (...) ».

l existe déjà de nombreuses ins- nces, telles le Conseil national de transition écologique (créé 2013) ou le Haut Conseil pour le mat (créé en novembre 2018), ais selon le ministère de la tran- ion écologique et solidaire, à la férence de ces instances consul- ives, le nouveau conseil, une e portée jadis par Nicolas Hulot, a plus opérationnel.

Pour faire bouger les choses, il t impliquer en permanence rcy, l'agriculture, l'industrie, les nsports. Ce conseil, comme celui la défense et la sécurité natio- le présidé par le chef de l'Etat, urrait se réunir tous les quinze rs. On sort des logiques de erre interministérielle, avec un ndat partagé par tous les minis- s », avance Pascal Canfin.

cette mesure s'ajoute la créa- n d'une *« convention citoyenne, citoyens tirés au sort dès le mois uin »* qui doit *« redessiner toutes mesures concrètes d'aides aux oyens sur la transition climati- dans le domaine des trans- ts, de la rénovation des loge- ments, pour les rendre plus efficaces »*, et définir .éventuellement d'autres mesures *« incitatives ou contraignantes »* et aussi *« des ressources supplémentaires »*. Ces choix *« valent mieux qu'une absence de mesures »*, juge Matthieu Orphelin, député du Maine-et-Loire (ex-LRM). Mais, ce compagnon de route de Nicolas Hulot se dit aussi *« très déçu »* par l'absence d'annonces concrètes. *« Ce n'est pas suffisant compte tenu de l'urgence climatique et des attentes des citoyens sur ce thème »*.

Déçu aussi le WWF France qui considère que *« le président n'a pas saisi l'opportunité qui se présentait à lui pour répondre à cette urgence. Au contraire, il a renvoyé les réponses à la création de nouvelles instances »*.

Alors, pourquoi confier à 150 citoyens la discussion sur la taxe carbone, la mobilité propre ou la rénovation des logements, quand plus de 1,5 million de personnes, selon les chiffres du gouvernement, ont participé au grand débat et ont avancé des propositions sur ces thèmes ? *« Sur ces sujets, il fallait partir de la vraie vie, de la réalité concrète des citoyens »*, justifie Pascal Canfin. Quand Delphine Batho estime que *« le renvoi à ces 150 citoyens, après le grand débat, est dérisoire au vu des enjeux »*. ■

RÉMI BARROUX

Laïcité Dans les quartiers populaires, « lutter contre l'islam politique »

Emmanuel Macron veut renforcer les contrôles sur les financements provenant de l'étranger

Sur l'islam, il a mis la dose !», réagit Stéphane Beaudet, maire (div. d.) d'Evry-Courcouronnes, dans l'Essonne. Jeudi, dans les dernières minutes de son propos liminaire, Emmanuel Macron a appelé son gouvernement à être *« intraitable »* face à l'islam politique et *« plus dur à l'égard de toutes les formes de cet islamisme politique »*, car *« c'est une menace sur la capacité à tenir la nation ensemble »*, a-t-il déclaré.

Cette intervention en a surpris plus d'un. *« Sa conférence de presse n'était pas censée porter sur la suite et les conclusions du grand débat ? »*, s'interroge le militant associatif Marwan Muhammad, ex-directeur du Collectif contre l'islamophobie en France. Le chef de l'Etat a indiqué que la question de la laïcité était *« revenue dans quelques débats »*. *« Il s'est lâché. On sent les élections européennes approcher »*, commente M. Beaudet.

Par le passé, certains, à gauche comme à droite, avaient reproché à M. Macron d'être *« trop complaisant »* sur ce sujet. Jeudi, il a joué la carte de l'intransigeance. Tout en réaffirmant indirectement qu'il ne touchera pas à la loi de 1905 – une loi *« pertinente »*, le *« pilier »* de la laïcité permettant de *« vivre ensemble dans la concorde »* –, il a rappelé avoir déjà *« renforcé »* son application en faisant fermer *« des écoles »*, *« davantage d'associations »* ou *« d'établissements culturels »* qui *« ne respectaient pas les lois de la République »*.

« Aujourd'hui, nous ne devons pas nous masquer, a-t-il ajouté. *Quand on parle de laïcité, on ne parle pas vraiment de laïcité. On parle du communautarisme qui s'est installé dans certains quartiers de la République. On parle d'une sécession qui s'est parfois sournoisement installée, parce que la République avait déserté ou n'avait pas tenu ses promesses. On parle de gens qui au nom d'une religion poursuivent un projet politique, celui d'un islam politique qui veut faire sécession avec notre République. »* Evoquant la *« politique ambitieuse de reconquête républicaine »* engagée *« dans plusieurs quartiers »*, il a également annoncé vouloir *« aller plus loin »* en *« renforçant le contrôle sur les financements venant de l'étranger »*.

Le chef de l'Etat fait référence aux quartiers de reconquête républicaine (QRR), un dispositif lancé en septembre 2018 et testé aujourd'hui dans une cinquantaine de territoires urbains sensibles. Destiné à lutter contre la délinquance, il prévoit de renforcer les effectifs policiers en déployant la police de sécurité du quotidien. *« Je ne me fais aucune illusion, en dehors de la question de l'islam, les quartiers populaires n'ont aucune valeur électorale »*, commente M. Beaudet, qui a reçu le président le 4 février à Evry-Courcouronnes, lors d'une réunion consacrée aux banlieues organisée dans le cadre du grand débat national.

« IL S'EST LÂCHÉ. ON SENT LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES APPROCHER »
STÉPHANE BEAUDET
maire (div. d.) d'Evry-Courcouronnes

« Risques d'amalgames »

Jeudi, son intervention sur l'islam s'est principalement portée sur *« le négatif, la répression et l'islam politique »*, relève l'essayiste Hakim El Karoui. *« Le président est dans une logique d'action gouvernementale,* analyse-t-il. *Et sur ce sujet – la contrainte des financements étrangers, le contrôle des associations et des écoles... –, les mesures sont essentiellement contre. »*

Pour l'ancien président du Conseil français du culte musulman Anouar Kbibech, la volonté affirmée du président de lutter contre *« toute tentative de scission de certains avec la société française »* – *« un combat dont nous sommes partenaires »*, souligne-t-il – est positive. En revanche, il se dit *« très vigilant »* quant aux *« risques d'amalgames »* entre *« islam et islamisme »* que le président est susceptible d'alimenter *« lorsqu'il prononce les deux mots dans la même phrase »*.

« De toutes ses équipes, Emmanuel Macron est celui qui maîtrise le mieux le sujet de la laïcité, estime Marwan Muhammad. *En général, sur l'islam, il prend toujours soin d'équilibrer son propos et d'envoyer des signaux apaisants, alors même que le sujet divise ses troupes. Mais avec les élections qui approchent et la place qu'occupe l'extrême droite, il se retrouve en tension politique. En évoquant la question de l'islam exclusivement sous cet angle, il a fait un choix politique. »* ■

LOUISE COUVELAIRE